



**STRATEGIE PROVINCIALE DE STABILISATION POUR LE SUD- KIVU ET
SON PLAN D’ACTION PRIORITAIRE ASSOCIE (SPS ET PAPS)**

RAPPORT

**Atelier de restitution avec les communautés de la première zone
prioritaire de stabilisation du Sud-Kivu : «Plaine de la Rusizi, Moyens
et Hauts Plateaux d’Uvira et de Mwenga»**



**Organisé par le STAREC Sud-Kivu
soutenu par l’Unité d’Appui à la Stabilisation de la MONUSCO**

Les 28 et 29 juillet 2015 à l’Hôtel Eden City, Uvira

Rédigé par les co-facilitateurs externes, Mme Annie Bukaraba et M. Onesphore Sematumba, Septembre 2015

Table des matières

0. SOMMAIRE	3
1. CONTEXTE	5
2. PROFIL DES PARTICIPANTS	5
3. OBJECTIFS ET ATTENTES	6
4. COMPREHENSION DES CONCEPTS ET ROLES DES ACTEURS	7
4.1. Les connaissances des participants.....	7
4.2. Présentations.....	8
4.3. Travaux de groupes	8
4.4. Synthèse des travaux de groupes.....	8
4.5. Questions.....	9
5. DYNAMIQUES DES CONFLITS DANS ZONE	9
5.1. La dynamique « Sécurité »	10
5.1.1. De la compréhension de la dynamique.....	10
5.1.2. Correlation avec les autres dynamiques	11
5.2. La dynamique « Terre et Identité »	12
5.2.1. De la compréhension de cette dynamique	12
5.2.2. Corrélation avec les autres dynamiques	12
5.3. La dynamique « Ressources naturelles »	12
5.3.1. De la compréhension de la dynamique.....	12
5.3.2. Correlation avec les autres dynamiques :	13
5.4. La dynamique régionale	13
5.4.1. De la compréhension de cette dynamique	13
5.4.2. Correlation avec les autres dynamiques	13
6. LES SEPT PRIORITES STRATEGIQUES ET LES ENGAGEMENTS	14
8. PERSPECTIVES ET PROCHAINES ETAPES	15
9. COMMUNICATION	16
10. CONCLUSION	17
Annexe 1 : liste des presences	18
Annexe 2 : details des travaux de groupes sensibilisation	21
Annexe 3 : details des travaux de groupes conflits	26
Annexe 4 : debat chem chem	26

0. RESUME EXECUTIF

Une soixantaine de participants ont pris part à un atelier de restitution de 2 jours qui s'est tenu à l'hôtel Eden City d'Uvira à la fin juillet 2015. Parmi les personnes invitées, la grande majorité a répondu présente. Un tiers des participants était constitué de leaders des communautés : des Chefs de Chefferies (Bami), des Chefs des Groupements et des Responsables des Communautés ethniques. Les autres participants venaient de différentes composantes : jeunes et femmes leaders, médias, églises, organisations nationales et internationales, la police nationale congolaise, la MONUSCO/UAS et le STAREC. Le gouvernement provincial du Sud-Kivu était représenté par SE M. le Ministre du Plan et Coordinateur du STAREC, l'administrateur du territoire était également représenté. Les femmes étaient en minorité parmi les participants.

Il a été noté par de nombreux participants qu'ils n'avaient auparavant pas eu l'occasion de se trouver dans une telle compagnie. Réunir dans une même salle ces différents profils relève en soi de l'inédit dans ce milieu marqué par des années de clivages et de méfiance. Un signe que le dialogue reste possible, tant entre les communautés locales elles-mêmes qu'entre celles-ci et les initiateurs de projets de stabilisation.

Les objectifs de l'atelier, tels que définis par le STAREC/ UAS étaient de :

1. Présenter la notion de stabilisation, le rôle du STAREC, le rôle de l'UAS, les 5 piliers de la stratégie ISSSS et les logiques transversales
2. Restituer à la population de la plaine de la Ruzizi, des Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira et de Mwenga la SPS et le PAPS
3. Amener les populations à s'approprier les stratégies de STAREC / ISSSS
4. Envisager le rôle que peuvent jouer les acteurs locaux
5. Définir avec les communautés les points d'entrée de l'opérationnalisation de la SPS et du PAPS dans la plaine de la Ruzizi, des Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira et de Mwenga

Les participants posent des questions au sujet des moyens et des ressources disponibles - de la part du STAREC et de l'UAS notamment - pour atteindre les priorités de la stabilisation. De façon globale, les participants ont convenu que la mise en œuvre des activités prioritaires ne devait pas attendre la disponibilité de tous les fonds. Ils souhaitent également des garanties que les activités vont impliquer durablement les communautés. La mise en place de forums locaux permanents inclusifs de dialogue a été discutée et souhaitée. Les participants ont insisté pour qu'un chronogramme clair soit établi pour la période allant de cette restitution à la fin de l'année 2016.

Les différents acteurs se sont engagés à œuvrer pour la stabilisation de cette zone en tant qu'acteurs, artisans ou bâtisseurs de paix. La nécessité de réagir ensemble contre les manipulations et les fauteurs de troubles qui sévissent dans la zone a été soulignée.

La restitution du travail accompli dans le développement de la stratégie a été un pas dans la bonne direction. Les participants ont prouvé, par leur assiduité et leur ardeur aux débats – souvent houleux - qu'ils se sentent concernés par les enjeux et les défis de la stabilisation. Ils ont aussi démontré qu'ils peuvent écouter des points de vue divergents et travailler ensemble pour aboutir à des points de vue négociés. Cependant, cette restitution ne peut pas être comprise comme une fin en soi ; elle est le point de départ d'un mouvement de va et vient entre les communautés et le STAREC/ISSSS pour davantage de discussions et d'échanges.

Toutes les initiatives de stabilisation dans la zone ne sont pas sous la coordination de STAREC/ISSSS. Plusieurs autres acteurs sont sur le terrain, plusieurs programmes sont en cours ou en voie d'élaboration. Ces interventions soulignent de façon critique le défi de la coordination et de la cohérence pour atteindre une intervention intégrée et qui vise à l'atteinte des résultats. Les organisations locales, les communautés et les leaders ont la possibilité et le devoir d'évaluer la cohérence entre les interventions en cours et le respect des principes discutés au cours de cet atelier, à savoir que les interventions doivent contribuer à la transformation des conflits au lieu de les exacerber, prendre en compte l'avis des communautés et mettre en place des mécanismes de redevabilité. Ce rôle de plaidoyer et de suivi confié aux acteurs de proximité est une avancée notable en ce qu'elle traduit concrètement le principe de subsidiarité au sein même du processus de stabilisation.

Les prochaines étapes seront consacrées à la mobilisation des ressources, à la cartographie des acteurs intervenant dans la zone et à la programmation des actions prioritaires dans l'immédiat, à court et à moyen terme.

Goma, septembre 2015

1. CONTEXTE

L'évaluation de la première phase des interventions mises en place par le STAREC/ISSSS a démontré qu'un des défis à la stabilisation était l'adéquation des projets avec les besoins de la population affectée par les conflits armés et l'engagement de tous les acteurs en présence dans une zone sortant des conflits.

Au moment où se met en place la deuxième phase du processus de stabilisation, l'option clairement levée par les acteurs engagés dans l'appui à la stabilisation est de rendre le processus plus participatif. En effet, après la première phase ISSSS, l'une des principales leçons tirées est qu'il fallait mettre la communauté au cœur de la stabilisation et impliquer tous les acteurs à toutes les phases du processus.

- ❖ *STAREC : le programme du Gouvernement de la RDC pour la Stabilisation et la Reconstruction des Zones sortant des conflits armés*
- ❖ *L'UAS : L'Unité d'Appui à la Stabilisation en charge de la coordination de l'ISSSS*
- ❖ *ISSSS : la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation*

Ainsi, le STAREC/ISSSS après avoir identifié les zones prioritaires de stabilisation à l'Est de la RDC, a mis en place une stratégie provinciale de stabilisation (SPS) ciblée pour chacune des provinces (Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri). Au Sud-Kivu, la plaine de la Rusizi et les hauts plateaux d'Uvira et de Mwenga constituent la première zone prioritaire de stabilisation. Pour développer la Stratégie provinciale de stabilisation (SPS), des analyses ont été préalablement menées entre août et octobre 2014 auprès des populations en vue d'évaluer les besoins en stabilisation et pour analyser les conflits spécifiques dans cette zone.

Près d'une année après cette recherche et quelques mois après que la stratégie provinciale pour le Sud-Kivu ait été validée au niveau national (avril 2015), une restitution est organisée dans la zone prioritaire 1, dans le but de partager la stratégie de stabilisation, revenir sur les résultats de l'analyse des conflits et s'assurer du partage des connaissances dans un contexte volatile où les conflits sont extrêmement dynamiques.

2. PROFIL DES PARTICIPANTS

Une soixantaine de participants ont pris part à cet atelier de restitution de 2 jours qui s'est tenu à l'hôtel Eden City d'Uvira. Un tiers des participants était constitué de leaders des communautés : des Chefs de Chefferies (Bami), des Chefs des Groupements et des Responsables des Communautés ethniques. Les autres participants venaient de différentes composantes : jeunes et femmes leaders, médias, églises, organisations nationales et internationales, la police nationale congolaise, la MONUSCO/UAS et le STAREC. Le gouvernement provincial du Sud-Kivu était représenté par le Ministre du Plan et Coordinateur du STAREC, l'administrateur du territoire était également représenté. Les femmes étaient en minorité parmi les participants. (Voir liste des participants en Annexe 1).

Il a été noté par de nombreux participants qu'ils n'avaient auparavant pas eu l'occasion de se trouver dans une telle compagnie. Réunir dans une même salle ces différents profils relève en soi de l'inédit dans ce milieu marqué par des années de clivages et de méfiance. Non seulement tous les invités sont venus, mais ils ont tous participé, malgré les conditions parfois difficiles liées à la logistique. Un signe que le dialogue reste possible, tant entre les communautés locales elles-mêmes qu'entre celles-ci et les initiateurs de projets de stabilisation.



Cérémonie de clôture en présence de SE le Ministre du Plan du Sud-Kivu, le Chef du bureau de la Monusco, la Chargée de Mission du STAREC Sud-Kivu et la Représentante de l'Administration territoriale

3. OBJECTIFS ET ATTENTES

Les organisateurs avaient pour but de permettre aux participantes et participants de comprendre l'approche de stabilisation développée dans le cadre du STAREC/ISSSS, la Stratégie Provinciale de Stabilisation pour le Sud-Kivu et son Plan d'Action Associé. Ils souhaitent que les participants s'approprient cette stratégie et que, comprenant mieux l'approche de stabilisation et les dynamiques de conflits à l'œuvre dans leur zone, ils soient à même de jouer un rôle favorable dans la stabilisation et d'accompagner activement le processus en cours et les interventions à venir.

Les buts de l'atelier, tels que définis par le STAREC/ UAS étaient de :

6. Présenter la notion de stabilisation, le rôle du STAREC, le rôle de l'UAS, les 5 piliers de la stratégie ISSSS et les logiques transversales
7. Restituer à la population de la plaine de la Ruzizi, des Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira et de Mwenga la SPS et le PAPS
8. Amener les populations à s'approprier les approches de STAREC / ISSSS

9. Discuter le rôle que peuvent jouer les acteurs locaux
10. Définir avec les communautés les points d'entrée de l'opérationnalisation de la SPS et du PAPS dans la plaine de la Rusizi, des Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira et de Mwenga.

Des objectifs qui correspondaient globalement aux attentes exprimées par la plupart des participants en début d'atelier :

1. Recevoir des supports (documentation) des modules et des présentations
2. Avoir une idée claire des étapes suivantes, après cet atelier
3. Avoir une explication claire et simple des concepts (stabilisation, ISSSS, STAREC, UAS...) / Comprendre le contenu de la stabilisation / Quelles sont les étapes et la durée du processus de stabilisation ?
4. Comprendre l'interaction entre le STAREC, l'ISSSS et d'autres structures impliquées dans des projets de stabilisation dans la zone, comme la Banque mondiale
5. Comprendre les responsabilités des communautés / Quel rôle vont jouer les acteurs locaux ici présents dans la stabilisation ?
6. Avoir une compréhension de l'effectivité de la mise en œuvre
7. Comprendre les critères ayant permis l'identification des zones prioritaires
8. Fin de l'activisme des groupes armés et des violations des droits humains dans la plaine de la Ruzizi
9. Situer les obstacles à la paix et les éléments qui peuvent favoriser la multiplicité des conflits intercommunautaires et d'autres qui peuvent bloquer l'opérationnalisation des activités du STAREC.

4. COMPREHENSION DES CONCEPTS ET ROLES DES ACTEURS

4.1. Les connaissances des participants

L'un des principaux objectifs – et une des attentes des participants - était de clarifier les concepts pour en avoir une compréhension commune. La **stabilisation** était le concept-clé, à la fois processus et résultat attendu au bout de toute la démarche.

Les participants ont été d'abord invités à définir, en termes simples ou par des dessins simples, leur propre compréhension de la stabilisation. De cet exercice il est apparu qu'ils ont une très bonne compréhension de ce concept, qu'ils traduisent de manière imagée par une balance en équilibre, des personnages assis en cercle et qui dialogue, des maisons reconstruites après des démolitions ou encore le calme du lac après les vagues.



4.2. Présentations

Les experts du STAREC/UAS ont ensuite fait des présentations autour de la **stabilisation**, des piliers de la stratégie, des logiques transversales et des rôles spécifiques de STAREC et de l'UAS.

4.3. Travaux de groupes

Les participants ont ensuite été invités à des travaux en groupes selon leurs profils ou fonctions pour définir concrètement leur compréhension de la stabilisation et le rôle qu'ils comptent jouer en tant qu'acteurs spécifiques. (Voir les questions sous annexe 2). Neuf groupes ont ainsi été constitués (chefs traditionnels, responsables des communautés, femmes leaders, jeunes leaders, société civile, médias, acteurs internationaux, STAREC et UAS).

4.4. Synthèse des travaux de groupes

Le tableau récapitulatif se trouve en annexe 2). Il relève plusieurs points communs par rapport à la compréhension du concept-clé de stabilisation ainsi que des rôles que les acteurs comptent y jouer et des alliances possibles, malgré les différences des profils.

La **stabilisation** se décline en 3 sous-concepts pour la plupart de ces profils :

- C'est une **quête**, une recherche, un processus
- Vers la **paix** (elle-même décrite en termes de cohabitation pacifique, respect mutuel)
- De manière **durable**

Les aspects spécifiques de légitimité, de redevabilité et de confiance n'ont été relevés que par les experts (acteurs internationaux, UAS, STAREC), les participants locaux préférant parler de « respect mutuel ».

Tous les participants se voient jouer des rôles positifs dans ce processus. L'image la plus fréquente est celle de la construction (bâisseur, artisan, « wajenga »). Ceux qui jouent un rôle négatif (manipulateurs, fauteurs des troubles, groupes armés illégaux) sont des éléments à dénoncer, à mettre hors d'état de nuire.

La stratégie pour y arriver est la communication, **le dialogue**, de façon **durable** et **permanente** (comités locaux permanents de dialogue, cadres d'échanges permanents), en impliquant tous les acteurs concernés (alliances et synergies).

4.5. Questions

Lors des échanges en plénière, quelques questionnements ont été relevés :

- 1. Quoi de neuf par rapport aux initiatives antérieures ou déjà en cours (cadre de dialogue et d'échanges, comités locaux...) : plus d'inclusivité ? un meilleur réseautage ?*
- 2. Les engagements pris sont-ils réalistes et réalisables ? Quel appui pour les réaliser, si les acteurs ne peuvent pas le faire eux-mêmes ?*

Au premier questionnement, les participants ont estimé qu'ils allaient désormais mieux structurer leurs efforts en travaillant dans des réseaux plus larges au lieu de travailler dans des coins isolés. Par rapport au second, il a été recommandé de ne pas décourager les engagements à première vue irréalisables mais plutôt de les prendre comme des défis et de rechercher des alliés ou des soutiens pour les rendre réalisables.

5. DYNAMIQUES DES CONFLITS DANS LA PREMIERE ZONE PRIORITAIRE DE STABILITE

Comme pour la clarification des concepts, les participants ont été tout d'abord invités à identifier en plénière les types des conflits courants dans leur zone. Cette réflexion libre a été suivie par des présentations des organisateurs sur les **Conflits dans la zone** et les **Moteurs des conflits**. **Search For Common Ground (SFCG)**, l'organisation internationale qui avait effectué l'analyse de conflits pour la zone prioritaire 1 du Sud-Kivu, s'est vu confier la partie présentation de cette analyse. (En annexe 3).

Les participants ont par la suite été répartis en 8 groupes thématiques (2 groupes pour chaque dynamique) pour plancher sur les 4 différentes dynamiques de conflits :

1. La sécurité
2. La terre et l'identité
3. Les ressources naturelles
4. Les dynamiques régionales

L'exercice consistait pour chaque groupe à définir la dynamique de conflit, d'en identifier les moteurs et de trouver la corrélation que celle-ci avait (ou n'avait pas) avec les trois autres. Chacune des dynamiques a été traitée par deux groupes, les membres de chaque groupe ayant été désignés de manière aléatoire. (Questions en Annexe 4). Les deux groupes traitant les mêmes dynamiques sont arrivés à des résultats très proches, pour chacune des dynamiques.

Dans leurs réponses, les participants sont allés souvent plus loin que les questions en donnant d'autres informations sur la dynamique et son mode de fonctionnement dans le milieu, comme nous pouvons le constater dans le dépouillement ci-dessous :

5.1. La dynamique « Sécurité »

5.1.1. De la compréhension de la dynamique

La sécurité, c'est :

- Sentiment de sécurité, de confiance
- Etre à l'abri du danger, du risque

Les causes de l'absence de sécurité :

- La déstabilisation / conflits est causée en partie par la faible sécurité (l'insécurité) des communautés, des personnes et des biens par le gouvernement à travers ses différents services ayant pour mission la sécurité des citoyens et de leurs biens.
- La faible sécurisation des personnes est en partie à la base de la présence des groupes armés ethnico-tribaux créés par ces dernières pour assurer la sécurité de ses membres et pour défendre leurs intérêts par les armes.

Les types de sécurité/ insécurité - Typologie des conflits

Sécurité physique/ coups, blessures, tueries...

Conflits entre :

- *individus*
- *communauté- forces de sécurité*
- *groupes armés-communautés*
- *communautés-Justice*
- *communautés-communautés*

Sécurité juridique

Conflits :

- *conflits fonciers entre individus, entre communautés, entre individus et services étatiques*
- *conflits entre communautés et justice*
- *conflits identitaires*
- *conflits autour de l'exploitation des ressources naturelles*
- *conflits régionaux*

Sécurité économique, sociale

- *conflits autour des ressources : foncier, entre éleveurs et agriculteurs ; entre exploitants artisanaux*
- *conflits entre les individus, les communautés et les services étatiques*
- *conflits interethniques*

5.1.2. Corrélation de l'insécurité avec les autres dynamiques ?

- L'insécurité entretenue par l'absence/faiblesse de l'Etat influence la dynamique de terre et identité par une autodéfense identitaire et création des mécanismes illégaux d'accéder aux terres à cause d'une mauvaise répartition.
- L'insécurité entretenue par l'absence de l'Etat dans certaines contrées favorise une exploitation illicite des ressources naturelles (minerais) et les revenus de ces ressources entretiennent l'insécurité par la circulation d'armes, création des groupes armés et l'enrichissement facile.
- Les ramifications régionales des conflits sont à la base, à quelque pourcentage près, par les origines et les parentés dans les pays de la région. L'insécurité dans la zone profite aux autres pays qui en tirent des économies et pour cette raison ils entretiennent cette insécurité et maintiennent les frontières dans un état de perméabilité notoire.

L'insécurité influe sur les 3 autres et s'auto-entretiennent réciproquement.



5.2. La dynamique « Terre et Identité »

5.2.1. De la compréhension de cette dynamique

- Les conflits de la terre sont liés aux conflits identitaires
- La mauvaise gouvernance foncière orchestrée par les agents du Cadastre, les chefs coutumiers, les militaires et les groupes armés
- Le manque de gouvernance agricole : pour les éleveurs et les agriculteurs, plusieurs bêtes mal encadrées (1 berger pour 100 vaches), divagation des bêtes
- La mauvaise gouvernance accentuée par l'impunité et la corruption à tous les niveaux
- Ce volet a posé des problèmes d'intégration pendant un temps suite aux mouvements de la population (migrations) : certains gens sont venus de l'extérieur de l'actuelle RDC et d'autres ont quitté leurs milieux d'origine pour s'installer dans les agglomérations tracées ou créées par les colons. Mais cette question a été résolue par la loi.
- De par les ancêtres, la population accédait à la terre par la coutume. Mais avec l'évolution, cette logique a cédé la place à la raison du plus fort (riches, politiciens) qui se camouflent derrière la loi foncière qui est aussi lacunaire et ignorée par le gros de la population.

5.2.2. Corrélation avec les autres dynamiques

- **Sécurité** : implication des militaires et groupes armés dans la gestion de la terre et dans les conflits ; en outre sur le plan sécuritaire, les populations développent des mécanismes violents pour revendiquer leurs droits à la reconnaissance de leurs identités et les droits de propriété foncière bafoués.
- **Exploitation des ressources naturelles**: la mauvaise gestion de la terre a des implications sur l'exploitation des ressources minières et sur la dynamique des groupes armés.
- **La dynamique régionale** : la terre attire la convoitise des voisins, accroît la compétition pour les ressources et nourrit des conflits identitaires que l'Etat congolais a le devoir de contrôler : on assiste à des connexions étrangères pour créer un système de défense ou de protection de l'identité ou de la terre (ex : zones de repli pour les groupes armés étrangers).

5.3. Dynamique « Ressources naturelles »

5.3.1. De la compréhension de la dynamique

Les ressources naturelles comprennent :

1. Les minerais (sous-sol)
2. La forêt

3. Les cours d'eau
4. La terre (le sol)

Elles sont des moteurs des conflits parce qu'elles sont à la base de :

- Délocalisation de la population sans tenir compte de ses besoins
- Détention et circulation illégale d'armes
- Mort d'homme
- Enrichissement illicite
- Présence et exploitation des minerais par des militaires
- Convoitise de nos richesses naturelles par les pays voisins
- Superposition des documents officiels pour l'exploitation des ressources naturelles (forêts, eau, terre, etc.)

5.3.2. Cette dynamique a une influence sur :

- La sécurité (entretien des guerres à répétitions et création des groupes armés)
- Régional (convoitise)
- Identité et terre

5.4. Les Dynamiques régionales

5.4.1. De la compréhension de cette dynamique

Par cet ensemble régional, nous comprenons la dynamique régionale comme étant un ensemble d'actions déstabilisantes qui s'observent dans cette zone frontalière.

Ces dynamiques constituent des moteurs parce qu'elles entraînent :

- La présence des milices étrangères et locales : FDLR, FNL, IMBONERAKURE, MAI-MAI... (alliances)
- Des conflits identitaires :
- L'inacceptation des uns et des autres à cause de l'ignorance et la mauvaise interprétation de la loi sur la nationalité
- L'exclusion ethnique liée aux assimilations
- La porosité des frontières : traversée illégale des hommes et trafic d'armes
- La fragilité de la zone liée au courant de l'histoire politique de la région (découpage, hébergement, main d'œuvre...)
- Le conflit frontalier, transfert des limites (cas de Gatumba)

5.4.2. Influence sur les autres dynamiques

- La forte pression démographique chez les voisins affecte la terre et l'identité chez nous
- La pauvreté excessive des voisins et leurs besoins de développement économique affectent l'exploitation des ressources, base des guerres à tendance cyclique et hégémonique.

6. LES SEPT PRIORITES STRATEGIQUES ET LES ENGAGEMENTS

Le STAREC a présenté les 7 priorités stratégiques du PAPS :

1. Le renforcement de l'autorité de l'Etat pour une meilleure sécurisation des communautés
2. Garantir l'accès et la gestion durable et équitable à la terre
3. Assurer la cohabitation pacifique des communautés
4. Assurer la sécurité et un meilleur contrôle dans les sites miniers
5. Améliorer la sécurité aux frontières
6. Renforcer les capacités des femmes pour leur autonomisation économique et leur participation politique
7. Renforcer les mécanismes de protection des femmes et des jeunes filles contre les atteintes aux droits de l'homme et tout particulièrement contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre.

Après la présentation, les participants ont renouvelé leurs engagements en tant qu'acteurs pour contribuer à la réalisation de ces priorités.

1. *Pour les chefs traditionnels :*

- Sensibiliser les différentes communautés à cohabiter pacifiquement
- Créer des activités d'intérêt communautaire
- Collaborer avec les différentes forces de sécurité légales ainsi que les populations
- Privilégier le dialogue avec les chefs des villages qui sont proches de la population
- Redynamiser la structure traditionnelle composée des « Bami », Chefs des groupements et des « Bagingi »

2. *Pour les leaders communautaires*

- Redynamiser les cadres d'échange permanents qui s'impliquent dans la recherche de la paix

3. *Pour les femmes leaders :*

- Mettre en place un cadre permanent dans la plaine de la Ruzizi, dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira et d'Itombwe pour former et informer

4. *Pour les jeunes leaders locaux :*

- Créer un comité local permanent de dialogue et de conciliation qui aura pour mission de :
(1) Restituer les acquis de cet atelier (2) Faire le plaidoyer (3) Echange d'expériences

5. *Pour les acteurs de la société civile :*

- Informer, former (renforcer les capacités des populations et autres parties prenantes)
- Elaborer des projets impliquant les parties prenantes pour s'en approprier
- Mener le contrôle citoyen en vue de la redevabilité (exiger le « rendre compte »)
- Promouvoir le dialogue démocratique
- Faire le plaidoyer
- Mener des recherches
- Mettre en place des structures intercommunautaires
- Promouvoir l'approche régionale

6. *Pour les médias*

- Informer les populations à travers les émissions radio-TV sur le contenu du document de la stratégie provinciale de stabilisation et le plan d'action prioritaire élaborés sur base de données récoltées dans les zones ciblées
- Organiser des tables rondes (débats) à la radio autour des stratégies de sortie d'un conflit
- Réaliser des spots/ des sketches éducatifs afin d'amener la communauté au changement de mentalités

7. *Pour les acteurs internationaux*

- Contribuer à la compréhension du contexte
- Mobiliser les fonds
- Accompagner et renforcer les capacités des acteurs locaux
- Développer les stratégies de suivi-évaluation
- Plaidoyer pour la réponse aux besoins identifiés nouveaux

8. *Pour le STAREC, les engagements correspondent à la mission lui conférée par le décret présidentiel qui l'a institué, à savoir :*

- Sécuriser les populations
- Restaurer l'autorité de l'Etat
- Relancer l'économie
- Promouvoir la justice distributive
- Faciliter le retour et la réintégration des personnes déplacées et des réfugiés
- Lutter contre l'impunité et la corruption

9. *Quant à l'UAS, elle s'engage à poursuivre son appui au STAREC à travers :*

- La mobilisation des ressources
- Les conseils
- La coordination et le suivi de l'implémentation des projets
- Les recherches et analyses

Le rôle de courroie de transmission des informations aux différents acteurs et de faire un plaidoyer envers les acteurs pour assurer la cohérence et le respect des principes.

8. PERSPECTIVES ET PROCHAINES ETAPES

Les différents engagements posent la question primordiale des moyens et des ressources pour atteindre ces priorités. De façon globale, les participants ont convenu que la mise en œuvre des activités prioritaires ne devrait pas attendre la disponibilité de tous les fonds. De façon stratégique, concrètement, quelles sont les garanties que ces priorités vont impliquer durablement les communautés ? De quelles ressources matérielles et financières le STAREC (et l'UAS) disposent-ils maintenant pour les communautés et les acteurs locaux pour le début de l'opérationnalisation des priorités ? Les participants ont insisté pour qu'un chronogramme clair soit établi pour la période allant de cette restitution à la fin de l'année 2016

La restitution du travail accompli dans le développement de la stratégie dans cette zone a été un pas dans la bonne direction. Les participants ont prouvé, par leur assiduité et leur ardeur aux débats – souvent houleux - qu'ils se sentent concernés par les enjeux et les défis de la stabilisation. Ils ont aussi démontré qu'ils peuvent écouter des points de vue divergents et travailler ensemble pour aboutir à des points de vue négociés. Cependant, cette restitution ne peut pas être comprise comme une fin en soi ; elle est le point de départ d'un mouvement de va et vient entre les communautés et le STAREC/ISSSS pour davantage de discussions et d'échanges.

Toutes les initiatives de stabilisation dans la zone ne sont pas sous la coordination de STAREC/ISSSS. Plusieurs autres acteurs sont sur le terrain, plusieurs programmes sont en cours ou en voie d'élaboration. Sans être nécessairement négatives ni perçues comme concurrentes, ces interventions posent de façon critique le défi de la coordination et de la cohérence pour atteindre une intervention intégrée et qui vise à l'atteinte des résultats.

Les prochaines étapes seront consacrées à la mobilisation des ressources, à la cartographie des acteurs intervenant dans la zone et à la programmation des actions prioritaires dans l'immédiat, à court et à moyen terme.

Les organisations locales, les communautés et les leaders ont la possibilité et le devoir d'évaluer la cohérence entre les interventions en cours et les principes discutés au cours de cet atelier, qu'elles contribuent à la transformation des conflits au lieu de les exacerber, prennent en compte les avis des communautés et mettent en place des mécanismes de redevabilité. Ce rôle de plaidoyer et de suivi confié aux acteurs de proximité est une avancée notable en ce qu'elle traduit concrètement le principe de subsidiarité au sein même du processus de stabilisation.

9. COMMUNICATION

Sur demande des organisateurs et après un processus d'appel d'offres, l'organisation non gouvernementale La Benevolencija en collaboration avec les médias communautaires émettant dans la zone a développé une stratégie de communication autour de la restitution. Les activités de communication devaient soutenir la réalisation des objectifs de la restitution, et permettre aux participants et aux membres des communautés de mieux comprendre les enjeux et l'approche de la stabilisation, ainsi que faciliter une diffusion et des débats au-delà de l'atelier.

Tout au long de l'atelier, des échanges ont été enregistrés, des personnes-clé interviewées et des débats radiophoniques ont été organisés.

Activités-clé de communication :

Avant la restitution: diffusion d'un spot d'information par Radio Maendeleo

Pendant la restitution: deux émissions débat de 28 minutes avec des invités sélectionnés

Après la restitution : plusieurs magazines journalistiques autour des moteurs de conflit et de la restitution à diffuser sur six radios partenaires. Des sketches radiophoniques illustrant les moteurs de conflits et 1 spot promotionnel expliquant la stabilisation et son approche. Des débats communautaires produits avec et diffusés sur cinq radios partenaires.

Medias communautaires partenaires : Radio Mijas – Messenger du Peuple à Uvira, la Radio Communautaire Kamanyola, Kiliba ONDES FM, la Radio Communautaire Sange, la Radio Communautaire Mwenga et la radio Maendeleo

10. CONCLUSION

A la fin de l'atelier, les participants et les organisateurs se sont réjouis du fait que les attentes des uns et les objectifs des autres se sont croisés et ont trouvé des réponses satisfaisantes. Lors de la cérémonie de clôture, les participants ont réitéré leurs engagements à participer à tous les efforts de stabilisation de la zone prioritaire n°1 incluant la plaine de la Rusizi et les moyens plateaux de Mwenga et d'Uvira. Ils ont également insisté sur la nécessité de tirer les leçons de la première phase, pour plus d'efficacité des réponses de stabilisation.

Cependant, les enjeux et les défis à la stabilisation dans la zone de la plaine de la Rusizi et des Hauts et Moyens Plateaux d'Uvira et de Mwenga sont énormes. La méfiance entre les communautés y demeure tenace, comme nous l'avons constaté en faisant le tour des groupes, la terre est et reste un enjeu politique, économique et identitaire de la plus haute importance. Les développements de politique interne en RDC, avec les enjeux liés au cycle électoral et ceux de politique régionale, notamment avec l'évolution en cours au Burundi voisin, pourront influencer de façon critique le travail de stabilisation dans cette zone.

L'atelier de restitution, en mobilisant tout ce monde et en les maintenant autour d'une même table dans des conditions de travail parfois limitées (forte chaleur, promiscuité, journées très longues) a prouvé que l'intérêt des communautés pour la stabilisation est réel.

Annexe 1 :

Liste des personnes qui ont participé à la restitution, sur base des listes de présence

NOMS	FONCTION/STRUCTURE	Lieu de résidence
Chefs des Chefferies		
LENGHE LWEGEREZA Edmond	Mwami des Bavira	Uvira -Centre
Richard NIJIMBERE NDABAGOYE	Mwami de la Chefferie Plaine de la Ruzizi	Mutarule
Mutulami Moliere	Chefferie Bafuliru	
Chefs des Groupements		
Guido RUSIMBI	Chef de Groupement Kakamba	Bwegera
Claude MIRUNDI KAMERE	Chef de Groupement Luberizi	Mutarule
NDAHUBA MAKIRIYE Simon	Chef de Groupement Kabonambo	Kabonambo/Sange
MAHERUKA KAGOMBE	Chef de Groupement Kagando	Kagando/Uvira
BUKASHI RUBANGA	Chef de Groupement Muhungu	Kiliba
KAGOMBE NAMUJANDA	Chef de Groupement Lemera	Lemera
MBABARO OMBENI	Chef de Groupement Luvungi/Itara	Luvungi
KIDOGE MUKAYUSI	Chef de Groupement Runingu	Runingu
MUFUABURE RUHEKENYA	Chef de groupement Katala	Kavimvira
MUTIMBUZI KABALE Vianney	Chef de Groupement Kabindula	Uvira centre
MIGABO CUBAKA Peuple	Chef de Groupement Kamanyola en Chefferie de Walungu	Kamanyola
Responsables des Communautés		
KATABAZI NGWATI Louis	Vice Président de la Communauté Barundi	Uvira- centre
Jean René MASHIMANGO MATERANYA	Représentant du Président de la Communauté Bafulero	Uvira- centre
BIZURU NZIBONERA	Président de la Communauté Banyamulenge	Uvira -centre
NGULWE MUKONDA	Président Communauté Bavira	Uvira- centre
Buhungu NDONDWA	Communauté Autochtone Muratule	Luberizi
MUSAFIRI Modeste	Président de la Communauté Bashi	Uvira-centre
SADIKI M'MEKYANWA Raphael	Représentant de la Communauté Babembe dans C.C.I/BKV	Bukavu
Jeunes Leaders		
Freddy NDOGOLE	Jeune Leader	Uvira-centre
BARAKA BYAMUNGU	Présidente Espace Jeune	Sange
AMANI KIKUNGA Justin	Jeune Leader	Mutarule
MBWADI MATONDO Justin	Jeune Leader de Kiliba/ONDS	Kiliba/ONDS

NOMS	FONCTION/STRUCTURE	Lieu de résidence
RUSHAMBARA François	Président des Jeunes Banyamulenge	Uvira
MUZURI BISHEKO LAMA	Jeune Leader	Luvungi
Femmes Leaders		
Immaculée BAVUGA LUPOPO	Femme Leader Mutarule	Mutarule
LEKI Esther	Femme Leader	Kamanyola
NANGABIRE Florence	Femme Leader Uvira	Uvira
FITINA NGWATI	Femme Leader Sange	Sange
Organisations Nationales		
MAYUGI NDAZINA Thomas	Coordonnateur de GIERI	Uvira-centre
JEJE KATANA	Coordonnatrice de SOFAD	Uvira-centre
Juvénaï TWAIBU	Coordonnateur de CIRESKI	
Saidi Alo –I- Bya Sango pour MASHANDA MURHEGA	RIO	Bukavu
Sunzu Yanassi	ADEPAE	Bukavu
Misabwa Moïse	FOCHI	
KARUME Augustin	RHA	Bukavu
Waziri Nwshanulwa	Institut Vie et Paix	
Noëlla Nafranga Kasherembwa	TERR	Uvira
Radios Communautaires		
Idrissa WA SESSA BIN ALLY	Journaliste au Messager du Peuple	Uvira-centre
NDAGUNDI KAZERA Joël	Radio RCI Lemera	Lemera
Hanna Peters, Iragz Nshombo, Linda Nibango	Radio la Benevolencija	Bukavu
Clubs des Auditeurs		
Jeannette CHANDAZI	Club des auditeurs Kamanyola	Kamanyola
MAJARIBU MANTOLA	Club des auditeurs Luberizi	Luberizi
Journalistes		
Françoise Kungwa	Journaliste RTNC	Uvira
Josephine Mungubi	Journaliste RMP	
PNC		
Kangara Nzirapobi	Commandant P.N.C/Uvira	Uvira-Centre
Responsables des Eglises		
KASHALI DODI	Pasteur à CEPAC Luberizi	Luberizi
KASHABA RWEHEZA Herman	Eglise Luthérienne	Bukavu
CO-FACILITATION		
Joséphine KUSINZA NYENYEZI	Chargée des Missions STAREC/Sud-Kivu	Bukavu
Annie Bukaraba	Facilitatrice	Bukavu
Onesphore Sematumba	Facilitateur	Goma
Noëla Nanfranga	Représentante de l'Administration du territoire	Uvira
Otulo UAERHWA	Chef du protocole d'Etat, Territoire d'Uvira	Uvira
STAREC/Sud-Kivu		

NOMS	FONCTION/STRUCTURE	Lieu de résidence
Joseph ASSANDA MWENEBATU	Expert de la Composante Restauration de l'autorité de l'Etat et sécurité	Bukavu
Levis RUKEMA MAKANGURA	Expert de la Composante humanitaire et sociale	Bukavu
Rashid SIMBA	Point focal cellule de communication STAREC	Bukavu
Ministère Prov. Du Plan		
Aline SOMORA	Chargée de protocole	Bukavu
Alexandre MAHAMBAMBA	Chargé des missions du Ministre Provincial du Plan	Bukavu
MONUSCO/U.A.S		
Olivier Tembue	CAS Uvira (Affaires civiles)	Uvira
Kagombe Riaheruka	CAS Uvira (Affaires civiles)	Uvira
Serge YAPO	UAS Sud-Kivu	Bukavu
Madel Rosland	UAS Sud Kivu	Bukavu
Martine Pochon	Chargée de communication UAS/G	Goma
Les Organisations Internationales		
Laurent Kasindi et Pauline Zanetti	SFCG	Bukavu
Pascal Tchikala	UNHABITAT	
Adolphe Baduda	OXFAM	
Alphonse Kabala	Caritas	
Prince Kalenga	ZOA	
Moise Muhiho	FAO	
Justin Bahati	OIM	Bukavu
Jean-Claude Cigwerhe	PNUD	Bukavu

NB : certains noms ont été relevés de la liste des présences, et la lecture était difficile, toutes nos excuses pour les noms mal orthographiés.

Annexe 2 :

Travaux de Groupe sur la Stabilisation :

9 groupes :

Leaders traditionnels (Chefs de chefferies et chefs de groupements)

Responsables des communautés

Jeunes leaders

Femmes leaders

Journalistes, clubs d'auditeurs

Administrateur territoire et STAREC

Organisations internationales

Organisations nationales et responsable des Eglises

Unité d'Appui

Compréhension de la stabilisation

1. Après avoir suivi toutes ces présentations, c'est quoi pour vous la stabilisation ?

Définition des rôles :

2. En tant qu'acteurs dans la zone, quels rôles comptez-vous jouer afin que la stabilisation soit effective ?

Interaction entre les différents groupes

3. Comment comptez-vous le faire et avec qui ?

Détails des travaux de groupe

Profil	Concept	Rôle	Comment	Avec qui
Chefs traditionnels	C'est la recherche de la Paix	Unificateurs Bâtisseurs de paix	Sensibiliser les différentes communautés à cohabiter pacifiquement Créer des activités d'intérêt communautaire Collaborer avec les différentes forces de sécurité légales ainsi que nos populations Privilégier le dialogue avec les chefs des villages qui sont proches de la population Dénoncer les	Pour y arriver, nous devons le faire concomitamment avec la société civile, les forces de l'ordre et la justice

Profil	Concept	Rôle	Comment	Avec qui
			malfaiteurs Redynamiser la structure traditionnelle composée des « Bami », Chefs des groupements et des « Bagingi ».	
Responsables des communautés	C'est une parfaite cohabitation pacifique entre les communautés qui partagent les ressources socio-économiques après avoir été manipulées et divisées par certains politiciens en quête de positionnement ; C'est aussi le respect mutuel des valeurs culturelles de chaque communauté	Artisans de paix et rassembleurs des communautés locales	Redynamiser les cadres d'échange permanents qui s'impliquent dans la recherche de la paix	
Femmes leaders	« <i>Ni umoja wa kazi za kudumisha hali ya kuishi kwa amani</i> »	Nous, femmes leaders, nous devons être des artisanes de paix en commençant à l'intérieur de nos familles, nous devons être rassembleuses	Dénoncer, informer et former Mettre en place un cadre permanent dans la plaine de la Ruzizi, dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira et d'Itombwe	Les acteurs étatiques (armée, PNC) et les chefs coutumiers Les ONGs, les associations de jeunes, de journalistes, les églises et le STAREC
Jeunes leaders	Un processus qui permettra de quitter des situations critiques sur tous les plans (sécuritaire,	Le jeune leader est un acteur de la paix, défenseur des droits humains et informateur au niveau de la zone prioritaire 1.	Création du comité local permanent de dialogue et de conciliation qui aura pour mission :	

Profil	Concept	Rôle	Comment	Avec qui
	économique, social, politique, culturel et environnemental 1) vers un état équilibré		Restituer les acquis de cet atelier Faire le plaidoyer Echange d'expériences	
Société civile	Ensemble d'actions holistiques ciblées et intégrées situées entre la période des urgences et celle de développement, s'étendant entre 3 et 5 ans, provenant d'un dialogue permanent entre les parties prenantes en vue d'arriver à une paix et un développement durables.	Acteurs de mise en œuvre des programmes et des projets Accompagner les populations dans l'implémentation des programmes et projets visant la stabilisation	<i>Informar, former (renforcer les capacités des populations et autres parties prenantes) Elaborer des projets impliquant les parties prenantes pour s'en approprier Mener le contrôle citoyen en vue de la redevabilité (exiger le rendre compte) Promouvoir le dialogue démocratique Faire le plaidoyer Mener des recherches Mettre en place des structures intercommunautaires Promouvoir l'approche « intégration régionale »</i>	Autres acteurs de mise en œuvre (synergie) Les communautés locales Les autorités politico-administratives et coutumières Les services spécialisés de l'Etat
Les médias	Un processus qui vise à amener la communauté à consolider la confiance et à cultiver l'amour mutuel entre elle et l'Etat pour qu'ils arrivent à partager les différends qui les opposent et de trouver un terrain d'entente	Mettre en place des comités locaux permanents de dialogue, médiation et conciliation Créer un centre régional d'études et d'action pour la transformation des conflits	<i>Informar les populations à travers les émissions radio-TV sur le contenu du document de la stratégie provinciale de stabilisation et le plan d'action prioritaire élaborés sur base de données récoltées dans les zones ciblées Organiser des</i>	Les groupes thématiques du STAREC

Profil	Concept	Rôle	Comment	Avec qui
			<i>tables rondes (débat) à la radio autour des stratégies de sortie d'un conflit Réaliser des spots/ des sketches éducatifs afin d'amener la communauté au changement de mentalités</i>	
Les acteurs internationaux	Dynamique/ processus visant la confiance et la légitimité entre acteurs Processus qui consiste à résoudre ou atténuer les principaux moteurs des conflits Processus holistique, intégré et ciblé	<i>Accompagnateurs</i> Implication dès le début dans le processus Contribuer à la compréhension du contexte Mobilisation des fonds Accompagnement et capacitation des acteurs locaux Développer les stratégies de suivi-évaluation Plaidoyer pour la réponse aux besoins identifiés nouveaux	En synergie avec tous les acteurs (Etat, système des Nations Unies, ONGI...) selon le domaine de leur expertise Selon les spécificités de chaque axe et les besoins réels exprimés par les communautés	Autorités Communautés locales ONG Eglises, etc.
STAREC	Processus qui vise à renforcer la confiance et la légitimité mutuelles entre l'Etat et la société pour qu'ils puissent résoudre ensemble les principaux moteurs des conflits	Sécurisation des populations Restauration de l'autorité de l'Etat Relance économique Promouvoir la justice distributive Faciliter le retour et la réintégration des personnes déplacées et des réfugiés Lutter contre l'impunité et la corruption		En impliquant toutes les couches dans les actions à travers les activités en synergie
UAS	Avoir la capacité et la volonté et définir des mécanismes qui servent à résoudre des problèmes de manière non violente	Unité Appui Stabilisation <i>Appui STAREC zone 1</i> ➤ Mobilisation des ressources ➤ Conseils ➤ Implémentation des projets ➤ Recherches et	Construire/ contribuer à construire la confiance / avec tous les acteurs Récolter, informer/ communiquer/ Renforcement des capacités /	avec tous les acteurs avec STAREC

Profil	Concept	Rôle	Comment	Avec qui
	Eléments de confiance et de redevabilité ; la confiance n'est pas que des mots Engagement conjoint des Acteurs	analyses <i>Courroie de transmission des informations aux différents acteurs</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Cohérence et principes <i>Plaidoyer envers les acteurs</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Cohérence et respect des principes 		

Annexe 3 :

Questions sur la session des Conflits

8 groupes de travail

4 Dynamiques de conflits

- Sécurité
- Terre et Identité
- Exploitation des ressources naturelles
- Dynamiques régionales

2 groupes par dynamique de conflit (ou moteur de conflit)

1 et 2 : Sécurité

3 et 4 : Terre et Identité

5 et 6 : Exploitation des ressources naturelles

7 et 8 : Dynamiques régionales

QUESTIONS

1) En quelques mots, comment comprenez-vous la dynamique de conflit (celle qui définit le groupe dans lequel vous êtes)

2) Cette dynamique de conflit, est-ce qu'elle influence les autres dynamiques de conflit ?

Si oui, comment ?

Si non, pourquoi ?

Annexe 4 :

Débat „Chemchem“, Radio Messenger du Peuple, Uvira (30 minutes) – Diffusion le 28 juillet 2015 de 20h00-20h30

Participants à l'émission

1. Joséphine KUSINZA NYENYEZI// Chargée de Mission STAREC Sud-Kivu
2. Marie MISUKYO AMISI/ Directrice Exécutif de SOFIBEF
3. Moise / Chargé de programmes Fondation CIREZI

Structure de l'émission // Questions clés débattues:

- Introduction de l'émission et de ses objectifs
- Quel est le lien entre STAREC, ISSSS et UAS et définition
- Définition de „stabilisation“ et qui cela concerne t'il
- Comment la Plaine de la Ruzizi et les plateaux d'Uvira et Mwenga ont été sélectionnés comme zone prioritaire?
- Est-ce que ces priorités reflètent les principales causes de conflits dans la Plaine et des plateaux?
- VOX POP de 5 représentants des différentes communautés (Bashi, Bavira, Bafulero, Barundi, Banyamulenge) par rapport à leurs attentes de l'atelier.
- La restitution a mis ensemble différents acteurs, dont des organisations locales et internationales. Pourquoi cet atelier et pourquoi y participer ?
- Quelles sont les prochaines étapes ?
- PARTAGE DU NUMERO TELEPHONE POUR LES QUESTIONS DES AUDITEURS
- Qu'apporte cette restitution ?
- Ces engagements, peuvent-ils apporter la paix ? Quel est votre apport personnel ?
- PARTAGE DU NUMERO TELEPHONE POUR LES QUESTIONS DES AUDITEURS
- Quel est votre apport personnel ?
- La restitution peut-elle répondre aux attentes ?
- Conclusion de l'émission & invitation à suivre le lendemain à la même heure.